

Réflexions sur la crise sanitaire.

Les cadres et les élus du Rassemblement national suivent avec attention la situation de crise sanitaire.

En tant que président de groupe, je participe toutes les semaines à la conférence audio organisée par François Bonneau. Au nom de nos élus nous avons pu faire des propositions concrètes et nous soutenons les efforts de la Région dans le domaine sanitaire, pour pallier aux défaillances de l'Etat, comme dans le domaine économique.

Nous encourageons également l'entraide et les initiatives locales qui se multiplient.

Mais dans l'attente des premières mesures de déconfinement, il est aussi de notre rôle de dénoncer les erreurs commises, afin qu'elles puissent être corrigées.

Les Français ont majoritairement le sentiment que cette crise a été mal anticipée et mal gérée.

Dès le 23 janvier la ville de Wuhan est confinée. De nombreux Français y travaillent, la France y dispose d'un consulat et des chercheurs français ont travaillé en partenariat avec le laboratoire P4 de Wuhan.

Il est donc impossible que les autorités françaises n'aient pas été informées, sinon c'est à désespérer de notre diplomatie et de nos services de renseignement.

Il aura fallu 44 jours avant que le gouvernement ne décide le confinement général, faute d'avoir pris des mesures préventives assez tôt, il faudra encore attendre fin mars pour que soient lancées des commandes massives de masques, au plus mauvais moment, et il faudra des semaines voire des mois pour que la totalité soit livrée.

Pas davantage d'anticipation sur la montée en puissance des services de réanimation et la commande de respirateurs, dont on constate aujourd'hui que 8 500 fabriqués en urgence sont inutilisables en réanimation.

Pour masquer cette impréparation, le gouvernement a choisi une communication catastrophique autour de l'inutilité des masques, propos qualifiés par Philippe Sartori de « criminels » (NR du 21/04).

Pire, le gouvernement a préféré maintenir le 1^{er} tour des élections municipales le 15 mars en dépit d'une rapide aggravation de la crise dont il avait parfaitement connaissance, comme le prouve la fermeture des écoles et des cafés-restaurants dans la semaine précédente.

Aujourd'hui le bilan humain s'alourdit de jour en jour malgré le confinement, chacun sait en outre qu'il est sous-estimé, et l'économie est gravement touchée.

Mais aucun contrôle sanitaire n'a été établi aux frontières, à Roissy les vols en provenance de Chine se poursuivaient comme si de rien n'était, seules des affiches invitaient les voyageurs à contacter le 15 en cas de symptômes.

Pourtant les recommandations de l'OMS étaient claires dès le 12 mars : tester – isoler – traiter.

Faute de moyens, au lieu d'isoler les personnes atteintes, tout le monde se retrouve confiné, du moins en théorie, avec des mesures parfois surprenantes.



Des marchés en plein air ont été fermés alors qu'il était possible des gérer en espaçant les étals, tandis que les grandes surfaces sont restées ouvertes.

J'ai pu voir un marché resté ouvert où le respect des gestes barrières était surveillé par le maire, un adjoint, une policière municipale et 5 gendarmes pour une trentaine de clients, alors que dans certains cas les grandes surfaces ont mis 4 semaines à organiser correctement la protection des employés et des clients.

Les promenades sont interdites en forêt, en bord de Loire et dans les parcs urbains, alors qu'il était possible d'y respecter la distanciation, mais on peut se promener dans les rues où au pied des immeubles. On a enfin autorisé les jardiniers à pouvoir cultiver leur parcelle, mais seulement une heure par jour, et les pêcheurs, qui sont tout sauf grégaires n'ont toujours pas le droit de s'adonner à une activité qui leur permet de s'aérer et de s'occuper.

Nous demandons malgré tout à chacun de respecter ces interdictions, mêmes lorsqu'elles paraissent absurdes, afin de ne pas compliquer inutilement la tâche des forces de l'ordre.

La gendarmerie à cheval patrouille dans les rues de Mer (NR du 23/04), le cheval est considéré comme un « vecteur de sérénité », pourtant on ne voit pas de police montée à la Boire, où les pompiers doivent intervenir régulièrement pour éteindre les feux de broussailles.

La situation des EHPAD reste préoccupante, avec 3 nouveaux décès le 22/04, pour autant l'ARS ne juge pas nécessaire de tester systématiquement résidents et personnels. Seulement 10% des établissements seront concernés dans un premier temps.

Sans doute un manque de moyens, mais aussi un choix délibéré puisque même testés, les pensionnaires des EHPAD ne vont généralement pas en réanimation, au pire dans des hôpitaux dit « de troisième ligne », comme Romorantin dont le directeur avouait qu'il recevait des patients « pour lesquels aucune thérapie n'est possible (en raison de leur âge ou du fait qu'ils souffrent d'autres pathologies spécifiques), mais ne relevant pas d'un service de réanimation. » (NR du 10/04).

Et s'ils meurent sans que la cause soit confirmée faute de test post-mortem, ils échappent aux statistiques ! Tout comme les morts à domicile. Mais il faut sauver l'image du soldat Macron en évitant à tout prix de rejoindre le bilan de l'Italie.

Il faut dire que l'Agence Régionale de Santé est dirigée dans notre région par un énarque, passé par les cabinets de Xavier Bertrand et d'Agnès Buzin, et chargé d'appliquer les consignes gouvernementales responsables de la situation que connaissent aujourd'hui les hôpitaux comme la médecine de ville.

Rappelons qu'en 2018 le Conseil régional était appelé à donner un avis – consultatif – sur le Plan régional de santé, qui avait été adopté 3 semaines avant ! Le groupe RN avait protesté contre cette mascarade et quitté l'hémicycle.

C'est donc avec beaucoup d'appréhension et d'incertitudes que nous attendons le déconfinement, dans la mesure où le gouvernement n'est toujours pas capable de fournir en masques tous nos concitoyens d'ici le 11 mai.

Il faut espérer que le gouvernement parvienne à gérer cette étape mieux que la précédente, mais il est permis d'en douter.

Ensuite l'heure viendra pour les responsables de rendre des comptes.